



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

généralités

Question au Gouvernement n° 2474

Texte de la question

COHÉSION SOCIALE ET RÉFORMES ÉCONOMIQUES

M. le président. La parole est à M. Arnaud Richard, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Arnaud Richard. Monsieur le Premier ministre, la cohésion sociale de notre pays est en jeu. Il est vital que la République fédère à nouveau. Il est crucial que nous redonnions des perspectives à celles et ceux qui n'en ont plus. Le peuple de France vient de répondre avec courage et dignité à ces actes barbares. Dans cet hémicycle, nous partageons un même devoir : celui de créer en France la confiance et le progrès. Celles et ceux qui veulent participer au redressement de notre pays doivent aujourd'hui se rassembler autour de l'essentiel.

Une de nos premières urgences, monsieur le Premier ministre, c'est de répondre à l'explosion du chômage et aux drames humains qui y sont liés. Nous n'avons cessé de vous le rappeler depuis deux ans et demi : il est temps que vous lanciez enfin la bataille pour l'emploi. Allez-vous passer aux actes et transformer le crédit d'impôt compétitivité emploi – CICE – en baisse des charges pour que nos entreprises puissent créer à nouveau de l'emploi ? Êtes-vous prêt à relancer l'apprentissage ? Êtes-vous prêt à poser les bases d'une réflexion véritable sur le temps de travail ? Allez-vous réformer le marché du travail et l'indemnisation du chômage ? Êtes-vous prêt à moderniser le dialogue social et à engager une refonte profonde du paritarisme ?

Monsieur le Premier ministre, en cette période, si vous preniez vos responsabilités sur ces sujets, nous serions alors à vos côtés. Ma question est simple et double : le Gouvernement est-il prêt à engager cette série de réformes nécessaires et à proposer à nos partenaires sociaux une nouvelle feuille de route, empreinte de l'esprit du 11 janvier ?

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement.

M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement. Monsieur le député, je tiens tout d'abord à vous remercier du niveau auquel vous avez posé votre question. Dans la situation actuelle de notre pays, nous sommes en effet tous conscients des besoins de cohésion sociale que vous avez soulignés, même si, vous l'avez remarqué, le Gouvernement n'a pas attendu ces dernières semaines pour agir, qu'il s'agisse des politiques économiques ou du soutien à la croissance. Nous allons d'ailleurs bientôt débattre dans cet hémicycle du projet de loi défendu par le ministre Emmanuel Macron autour duquel s'est engagé un dialogue très fructueux avec les parlementaires.

Vous avez également souligné la nécessaire modernisation de notre dialogue social. Nous avons sollicité les partenaires sociaux, qui s'étaient engagés il y a plusieurs mois à initier une réflexion sur des sujets essentiels touchant à la fois à la représentation des salariés dans les entreprises et à l'amélioration de la qualité d'échange et de dialogue entre les organisations patronales et syndicales.

M. Sylvain Berrios. N'hésitez pas à être précis !

M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État. Ce dialogue n'a pas encore abouti, même si des progrès substantiels ont été accomplis ces dernières semaines. Nous avons confiance dans ce dialogue. Le Président de la République l'a rappelé, l'économie est, avec la sécurité, une condition de la cohésion de notre pays.

M. Marc Le Fur. C'est du bla-bla !

M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État. Une nouvelle réunion se tiendra jeudi. Nous espérons et nous croyons qu'elle permettra de conclure, ce qui sera un élément supplémentaire de progrès sur la voie de la cohésion sociale,...

M. Sylvain Berrios. L'espoir fait vivre !

M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État. ...mais nous sommes aussi ouverts à d'autres pistes.

Données clés

Auteur : [M. Arnaud Richard](#)

Circonscription : Yvelines (7^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2474

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [21 janvier 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [21 janvier 2015](#)